

L'ÉCART ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS LE SECTEUR AGRICOLE EN CÔTE D'IVOIRE : QUEL CHANGEMENT DANS SA TAILLE ET SES DÉTERMINANTS ?

Auteurs : Aletheia Donald, Gabriel Lawin, Léa Rouanet

MESSAGES PRINCIPAUX

- L'écart de productivité agricole entre les ménages dirigés par des hommes et les ménages dirigés par des femmes en Côte d'Ivoire s'est considérablement réduit au cours de la dernière décennie. Lorsque l'on compare des ménages similaires, l'écart entre les sexes s'est réduit de 32%.
- Les ménages dirigés par des femmes ont augmenté leur utilisation de pesticides et de main-d'œuvre féminine et ont vu leur propriété foncière diminuer.
- L'écart de 18 pour cent qui subsiste entre les sexes se concentre parmi les ménages les plus pauvres.
- Parmi ces ménages, le recours moindre à la main-d'œuvre masculine et la ségrégation sectorielle entre les cultures vivrières et les cultures d'exportation expliquent l'écart entre les sexes.
- Aider les ménages dirigés par des femmes à accéder à la main-d'œuvre agricole, à renforcer leurs droits fonciers et à adopter des cultures d'exportation devraient être des priorités politiques clés en Côte d'Ivoire.

CONTEXTE

L'agriculture joue un rôle essentiel dans les économies à travers l'Afrique : le secteur agricole fournit jusqu'à 65 % des emplois sur le continent. Les femmes représentent la moitié de cette main-d'œuvre agricole, mais des écarts entre agriculteurs et agricultrices en termes de productivité ont été largement enregistrés dans la région. Comblés ces écarts entre les sexes peut contribuer à améliorer la productivité globale du continent.

LABORATOIRE D'INNOVATION POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Le laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes (Gender Innovation Lab – GIL) effectue des évaluations d'impact d'interventions en matière de développement en Afrique subsaharienne et fournit des données probantes pour établir la manière de combler les écarts entre les sexes en termes de revenus, de productivité, d'actifs et de renforcement des capacités. L'équipe du GIL travaille actuellement sur plus de 70 évaluations d'impact dans plus de 25 pays, dans le but de construire une base de données probantes qui permettra de tirer des enseignements pour la région.

L'objectif d'impact du GIL est de promouvoir l'adoption de politiques efficaces par les gouvernements, les organisations de développement et le secteur privé pour lutter contre les causes sous-jacentes des inégalités entre les sexes en Afrique, en particulier en termes d'autonomisation économique et sociale des femmes. Dans ce but, le GIL produit et fournit un nouvel ensemble de données probantes afin de plaider auprès des décideurs politiques pour une meilleure prise en compte des politiques efficaces (ou non) pour la parité hommes-femmes.

Ce bulletin politique examine comment les écarts entre les hommes et les femmes dans la productivité agricole en Côte d'Ivoire et les facteurs qui en sont responsables ont évolué au fil du temps ; il fournit des informations critiques sur les succès et les limites des politiques qui ont cherché à relever ce défi, et indique les angles à explorer afin de concevoir une politique efficace pour combler ces écarts entre les sexes à l'avenir.

CE QUE NOUS AVONS FAIT

Pour identifier les changements intervenus dans la productivité agricole des femmes, les chercheurs du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes (Gender Innovation Lab – GIL) ont examiné les données de deux enquêtes représentatives au niveau national en Côte d'Ivoire, celles de 2008 et 2016. Ces deux enquêtes ont permis à l'équipe de comparer des informations détaillées dans le secteur agricole, y compris des données de production et d'intrants à la fois en termes de parcelle et de culture, afin de déterminer les changements intervenus sur huit ans.

Les données de 2008 proviennent d'une enquête sur le niveau de vie des ménages traditionnels : *l'Enquête Niveau de Vie des Ménages*. Les données de 2016 ont été tirées de la dernière enquête relative à l'emploi : *l'Enquête nationale sur la situation de l'emploi et le secteur informel*. Entre autres caractéristiques et précisions, les enquêtes ont fourni des informations sur la productivité, la superficie cultivée, les caractéristiques des ménages, l'utilisation de la main-d'œuvre et le recours aux engrais.

En utilisant la technique traditionnelle dite de décomposition de Blinder-Oaxaca, couramment utilisée en matière d'écart de salaire entre les hommes et les femmes, les chercheurs ont estimé la proportion des écarts existant en termes de productivité entre les sexes qui s'explique par différents facteurs (tels que les types de chefs de ménage, les inégalités en matière de superficie cultivée et l'accès inégal aux intrants productifs), ainsi que la proportion des écarts entre les sexes résultant de rendements inégaux des composantes productives.

Par exemple, en contrôlant des niveaux d'éducation, des quantités d'intrants agricoles tels que les engrais et la main d'œuvre, de l'âge du chef de ménage, du nombre total de cultures produites et du statut matrimonial du chef de ménage, les chercheurs ont pu examiner de manière plus approfondie les véritables facteurs responsables des variations en matière de productivité agricole.

Cette méthode a permis aux chercheurs d'identifier pour

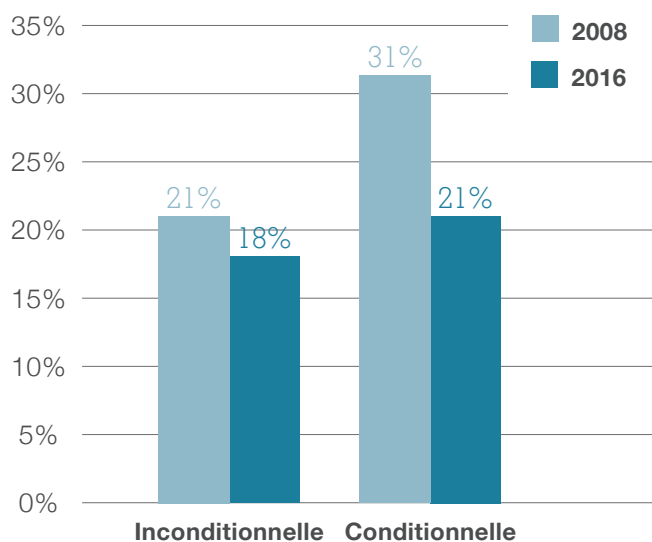
chaque année les principaux facteurs expliquant les différences de productivité entre les hommes et les femmes. Ils ont utilisé cette décomposition pour chaque décile de la distribution en termes de productivité, ce qui leur a permis d'examiner les facteurs pour l'ensemble des ménages, allant des moins productifs aux plus productifs, et de mieux comprendre quels facteurs sont les plus décisifs pour la productivité agricole le long de la distribution des revenus.

RÉSULTATS

Ces dix dernières années, la Côte d'Ivoire a connu une réduction considérable des écarts existant entre les hommes et les femmes, tant en ce qui concerne la productivité des cultures d'exportation que des cultures vivrières. Entre 2008 et 2016, la différence inconditionnelle de productivité est passée de 21 % en 2008 à 18 % en 2016, soit une réduction de 14 %. Lorsque l'on compare uniquement des ménages semblables, la réduction des écarts est encore plus importante (32 %).

Cette réduction est due à plusieurs facteurs, notamment au fait que les ménages dirigés par des femmes commencent à rattraper les ménages dirigés par des hommes dans leur recours aux engrais et aux pesticides. L'utilisation des pesticides par les femmes, par rapport à celle des hommes, a plus que doublé entre 2008 et 2016 : ceci est peut-être lié à la forte volonté gouvernementale de mieux répondre aux besoins des agricultrices dans les programmes agricoles au cours des dix dernières années, tels que le *Programme de*

ÉVOLUTION DES ÉCARTS ENTRE HOMMES ET FEMMES ENTRE 2008 ET 2016



productivité agricole en Afrique de l'Ouest et le Projet d'appui agricole à la Côte d'Ivoire. Par rapport aux ménages dirigés par des hommes, les ménages dirigés par des femmes ont également augmenté leur recours à la main-d'œuvre féminine.

En 2008, le faible taux de main d'oeuvre masculine dans les ménages était le principal facteur de la plus faible productivité agricole dans les ménages dirigés par une femme ; ce facteur était suivi de près par une moindre adoption des cultures d'exportation et une moindre utilisation d'autres intrants agricoles, comme les pesticides et les engrais chimiques. Le faible taux de main d'œuvre masculine dans les ménages a davantage affecté les ménages pauvres dirigés par des femmes que les ménages mieux lotis en termes de productivité. Les ménages les plus pauvres dirigés par des femmes ont également enregistré les rendements les plus faibles par rapport à leurs intrants agricoles.

En 2016, ces facteurs ont changé : une plus faible adoption des cultures d'exportation est devenue le principal facteur des écarts entre les hommes et les femmes dans la productivité agricole. La moindre utilisation de pesticides et d'engrais chimiques constitue un autre facteur clé. Un nouveau facteur fait son apparition en 2016 : la diminution du nombre de champs gérés par des ménages dirigés par des femmes, un élément particulièrement important pour la productivité des cultures vivrières. Dans l'ensemble, on continue d'observer une différence de productivité entre les sexes en faveur des hommes dans les ménages dont la productivité se situe dans la moitié inférieure de l'échelle de distribution, c'est-à-dire parmi les ménages les plus pauvres.

La réduction des écarts entre les sexes est due à une diminution de l'écart pour la productivité des cultures d'exportation et pour la productivité des cultures vivrières. Toutefois, la

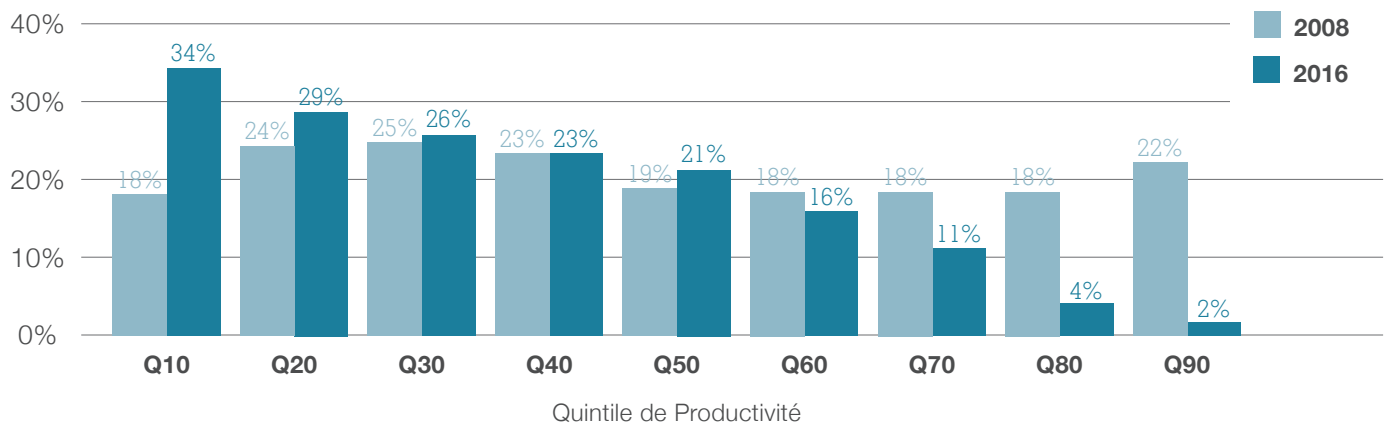
réduction dans sa globalité s'explique majoritairement par la diminution des écarts en termes de productivité agricole des cultures d'exportation. Dans les cultures vivrières, l'écart de productivité agricole est passé de 40 % en 2008 à 19 % en 2016. Dans les cultures d'exportation, l'écart est passé de 17 % à un pourcentage non significatif.

Plusieurs constatations clé ont été faites : si la main d'oeuvre est plus importante pour la productivité des cultures vivrières, les intrants non liés à la main d'œuvre sont quant à eux essentiels à la productivité des cultures d'exportation. De même, l'augmentation démontrée de l'utilisation par les femmes des intrants non liés à la main d'œuvre (comme les pesticides) aide à expliquer la disparition des écarts en termes de productivité des cultures d'exportation.

Certains aspects de la productivité agricole sont restés constants au cours de la décennie. En 2008 comme en 2016, les écarts entre les hommes et les femmes ont été réduits dans chaque décile par les ménages dirigés par une femme avec un nombre inférieur de superficie cultivée. Ces mêmes deux années, les écarts entre les sexes en matière de revenus ont été accrus par la diminution de l'utilisation des pesticides par les ménages dirigés par une femme.

Un examen approfondi des données révèle certaines des limites de l'utilisation du statut de chef de ménage comme variable d'identification. Les écarts de productivité sont plus importants pour les ménages dirigés par des femmes propriétaires et gestionnaires. La granularité des données de ces enquêtes a permis une analyse plus détaillée et des recommandations politiques plus spécifiques ; une meilleure prise en compte de la dimension de genre dans les enquêtes nationales peut fournir des informations encore plus utiles.

LES ÉCARTS DE GENRE EN TERMES DE RÉPARTITION DE LA PRODUCTIVITÉ, 2008 & 2016





IMPLICATIONS POLITIQUES ET PROCHAINES ÉTAPES

Bien que les écarts entre les hommes et les femmes en matière de productivité agricole aient été considérablement réduits, ces données masquent toujours l'hétérogénéité et les problèmes sous-jacents auxquels sont confrontés les ménages dirigés par des femmes et que les décideurs devront résoudre dans les années à venir.

Le plus faible recours à la main-d'œuvre masculine par les ménages dirigés par une femme demeure un facteur clé des écarts entre les sexes dans la productivité agricole. Les niveaux inférieurs de main-d'œuvre masculine désavantagent les ménages dirigés par des femmes dont les revenus se situent dans la moitié inférieure de l'échelle ; ces ménages ont un besoin critique de main-d'œuvre supplémentaire. Dans la mesure où les facteurs responsables des écarts entre les hommes et les femmes peuvent varier en fonction des revenus du ménage ou autres caractéristiques, une analyse approfondie des données disponibles est essentielle car elle peut mettre en évidence les problèmes spécifiques qui importent pour les ménages dirigés par une femme, quels que soient leurs revenus.

Il est en outre essentiel de noter la perte de terres des femmes au cours de cette période. Les ménages dirigés par des femmes sont certes devenus plus efficaces, mais ils disposent de moins de terres à cultiver. La perte de terres appartenant aux femmes commence à avoir un impact sur la productivité des cultures vivrières – un domaine où les écarts entre les sexes reste élevé. Le renforcement des droits fonciers des femmes, que ce soit par le co-titrage des époux, les transferts directs de terres ou la sauvegarde des droits de succession, devrait être une priorité politique clé pour le pays.

En outre, les décideurs du secteur agricole devraient viser l'intégration de la dimension de genre dans les cultures d'exportation. Le cloisonnement professionnel entre les types de cultures est un facteur clé des écarts existants en termes de productivité en Côte d'Ivoire ; en ciblant les productrices de cultures d'exportation – notamment en augmentant leur utilisation d'intrants – les politiques agricoles ont réussi à réduire les inégalités entre les sexes.

Les politiques supplémentaires peuvent aider à intégrer les femmes dans le secteur des cultures d'exportation, notamment l'adaptation des services de développement agricole aux besoins des agricultrices, la facilitation de l'accès de ces dernières aux marchés et l'engagement des époux en tant qu'alliés pour encourager les femmes à se lancer dans l'exploitation des cultures d'exportation à valeur élevée.

Pour plus d'informations sur cette étude, voir le *Rapport de recherches sur les politiques* : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33227>

POUR PLUS D'INFORMATIONS,
MERCİ DE CONTACTER

Aletheia Donald
adonald@worldbank.org

Lea Rouanet
lrouanet@worldbank.org

Alison Decker
adecker@worldbank.org

1818 H St NW
Washington, DC 20433 USA
www.worldbank.org/africa/gil

Crédits photo : Arne Hoel/Banque Mondiale, John Hogg/Banque Mondiale, Trevor Samson/Banque Mondiale, Scott Wallace/Banque Mondiale

Ce travail a été financé en partie par la Umbrella Facility for Gender Equality (UFGE), un fonds fiduciaire financé par plusieurs donateurs et administré par la Banque mondiale pour faire progresser la parité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes via l'expérimentation et la création de savoirs afin d'aider les gouvernements et le secteur privé à concentrer leurs politiques et programmes sur des solutions évolutives aux résultats durables. L'UFGE est soutenue par les généreuses contributions de l'Australie, du Canada, du Danemark, de l'Allemagne, de l'Islande, de la Lettonie, des Pays-Bas, de la Norvège, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse, du Royaume-Uni, des États-Unis et de la Fondation Bill et Melinda Gates.